

# **l'Anti**capitaliste

n°207 | 5 septembre 2013 – 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**Ce gouvernement  
doit battre en  
RETRAITE**

**TOUS DANS LA RUE  
LE 10 SEPTEMBRE!**

**Dossier**  
*Université d'été 2013:  
L'esprit des  
mobilisations*  
**Pages 6 et 7**



**ÉDITO**  
**Hollande:**  
« a lonesome  
president »!  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
**Syrie:** les politiques  
du pire. Page 2

**ACTU POLITIQUE**  
**Justice:** le PS  
tergiverse  
Page 4

**LIBRE EXPRESSION**  
**Tunisie:** entretien  
avec Anis Mansouri  
Page 12



M 04249 - 207 - F: 1,20 €



Par ROSELINE VACHETTA

## Hollande: «a lonesome president»!

Après le vote majoritaire des Communes contre la participation de la Grande-Bretagne à l'intervention militaire en Syrie, et le choix d'Obama d'en appeler au vote du congrès américain, le chef des armées françaises paraît bien désarmé. Il doit maintenant s'appuyer sur une Constitution qu'il a fortement dénoncée quand il était dans l'opposition, exigeant même un vote du Parlement avant l'envoi de l'armée en Irak. Aujourd'hui Président de la République, il utilise les pouvoirs qui lui sont conférés, au mépris de l'opinion, majoritaire à ce jour, des Français opposés à une nouvelle offensive militaire. Et d'annoncer le lancement d'une force démonstrative pour mener une guerre punitive.

Isolé sur la scène internationale, François Hollande l'est également sur la scène française. Sous la V<sup>e</sup> République, les guerres ont souvent permis un retour à l'unité nationale derrière un chef, mais l'initiative de Hollande semble l'isoler encore plus. Le rejet populaire de son initiative confirme la défiance face à ce président qui conduit une politique étrangère de guerre et une politique de recul drastique des droits sociaux contre son propre peuple.

Nous dénonçons cette nouvelle agression impérialiste, une guerre punitive qui non seulement ne vise pas le renversement du dictateur mais n'empêchera aucun des crimes contre l'humanité perpétrés par Assad, de la torture à l'utilisation des gaz. Elle peut au contraire l'encourager à poursuivre les massacres, ce qui a deux conséquences aussi dramatiques l'une que l'autre pour le peuple insurgé: d'une part, maintenir un régime capable de rassembler autour de lui contre l'invasion étrangère et, d'autre part, renforcer des courants obscurantistes religieux. Nous dénonçons la complicité de l'Iran et de la Russie avec le pouvoir syrien.

Nous affirmons notre solidarité avec le peuple syrien, qui doit poursuivre sa révolution pour la liberté, la dignité et la justice sociale contre une dictature impitoyable. Le soutenir, cela signifie pour le NPA aider au développement des mobilisations les plus massives et unitaires possibles pour empêcher une nouvelle aventure guerrière.

## BIEN DIT

Quelle que soit la somme, ça ne vaudra jamais un boulot

XAVIER MATHIEU, EX-CONTI, interrogé vendredi 30 août après le jugement du tribunal des prud'hommes annulant le licenciement des salariés de l'usine Continental et leur attribuant une indemnité supplémentaire.

# À la Une Retraites: tous dans la rue le 10 septembre

Mardi 27 août, à peine sorti de la pseudo concertation avec les «partenaires sociaux», Ayrault a présenté la première réforme des retraites menée par la gauche. Sur le fond une véritable réforme de droite favorisant une nouvelle fois le patronat, et qui mérite une mobilisation d'ampleur pour faire reculer ce gouvernement.

Le scénario est habile: après le catalogue intégral des catastrophes sociales annoncées par le rapport Moreau (allongement immédiat de la durée de cotisation, baisse des pensions, attaques sur les fonctionnaires...), la réforme annoncée aujourd'hui se présente «en retrait», ne retenant qu'une partie des mesures et les espaçant dans le temps. Le gouvernement espère ainsi mieux faire passer la pilule et permettre à ses fidèles soutiens de la direction de la CFDT de crier à la «victoire du dialogue social». Dans cette pièce de théâtre bien rodée, le patronat joue aussi son rôle: dénoncer une réforme insuffisante... tout en ayant bien du mal à cacher sa satisfaction. Pourtant, cette réforme s'inscrit dans la droite ligne de toutes les régressions des régimes de retraite depuis 20 ans.

### Hollande nous fait les poches

Le gouvernement n'a de cesse de répéter que cette réforme est une réforme de «justice sociale» en prenant appui sur les petites mesures (prise en compte de la pénibilité, du temps d'apprentissage...) qui cachent la forêt: une politique en faveur des entreprises, au détriment du monde du travail. En allongeant la durée de cotisations et en les augmentant, ce sont les salariés et les retraités qui, seuls, payeront. Concrètement, sur les 16 milliards d'euros qui doivent être financés d'ici à 2040, les salariés vont prendre à leur charge 5,6 milliards d'euros via l'allongement de

la durée d'activité de 41,5 ans à 43 ans, qui va commencer en 2020 et qui s'échelonne jusqu'en 2035. Les retraités contribueront à hauteur de 2,7 milliards. Les majorations de pension des retraités qui ont eu au moins trois enfants seront fiscalisées, et les retraites seront désormais revalorisées le 1<sup>er</sup> octobre au lieu du 1<sup>er</sup> avril (sauf pour les plus petites pensions), un décalage de six mois qui pèsera sur le pouvoir d'achat de tous les retraités en 2014.

Quant aux hausses de cotisations sociales, le gouvernement veut nous faire croire que les salariés comme les entreprises sont impactés: 3,2 milliards d'euros pour les salariés sous la forme d'une hausse de 0,3 point des cotisations retraite, échelonnées de 2014 à 2017, et la même somme pour les entreprises sous la forme d'une hausse de leurs propres cotisations retraites... Mais tout cela n'est que fadaïses puisque Ayrault s'est précipité pour promettre aux entreprises de prolonger le «choc de compétitivité» engagé l'an passé.

### À la botte du Medef

Après les 20 milliards d'euros de crédit d'impôt offerts aux entreprises via l'accord dit de compétitivité, ces mêmes entreprises vont donc profiter d'une nouvelle mesure d'allègement de cotisations sociales visant à compenser les 3,2 milliards d'euros découlant de la hausse de leurs cotisations retraites. Une réforme des retraites quasiment indolore pour les patrons.



Qui va donc compenser les 3,2 milliards d'euros des patrons? À l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas encore dit précisément les modalités de cette réforme complémentaire. Mais on sait qu'il réfléchit déjà à une réforme du financement de la protection sociale: les cotisations familiales employeurs pourraient être allégées ou supprimées (petit cadeau supplémentaire de 35 milliards d'euros par an). C'est donc bien l'ensemble de notre protection sociale qui est dans le viseur du gouvernement. Mais ça ne va sans doute pas s'arrêter là au vu de la déclaration d'amour de Moscovi aux entreprises lors de l'université d'été du Medef: baisse d'impôts, du «coût du travail» et simplification administrative. Sarkozy n'aurait pas mieux dit... et fait!

### Se battre jusqu'au retrait du projet

La CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à une journée de grèves et de

manifestations mardi 10 septembre. Celle-ci doit être la plus massive possible afin de constituer la première étape d'une mobilisation unitaire d'ampleur. Pour le NPA, ce projet n'est ni amendable ni discutable, il doit tout simplement être retiré.

L'argent existe pour financer les retraites sans amputer le pouvoir d'achat des salariés et des retraités. Les milliards de la fraude fiscale, et les cadeaux fiscaux pour les plus riches, devraient être prélevés à la source sous forme d'augmentation des cotisations sociales patronales. Ainsi ils ne pourraient plus «s'évader»... Le partage du travail entre touTEs et le plein emploi garantirait également le financement de la protection sociale: 5 millions de chômeurEs en moins, c'est 5 millions de cotisantEs en plus. La rentrée sociale doit se faire contre cette réforme des retraites et contre celle sur la protection sociale qui suit. Faisons battre en retraite ce gouvernement!

Sandra Demarcq

## SYRIE Les politiques du pire

Hollande s'affirme le plus déterminé à accompagner Obama dans de futures frappes aériennes en Syrie, en vue de «punir» Bachar al-Assad des récents bombardements chimiques contre son peuple. Pour celles et ceux qui, instruits par les expériences passées refusent cette intervention militaire impérialiste, il est un impératif inséparable: le soutien concret au peuple syrien insurgé!

On ne dénoncera jamais assez les crimes du clan de Bachar al-Assad, prêt à tout pour garder le pouvoir. Prêt à détruire son pays, à massacrer des centaines de milliers d'habitants, y compris les enfants, par les fusillades, la torture, les bombardements, la famine, et maintenant par les armes chimiques. Ainsi les attaques aux gaz récentes dans des zones rebelles de la Ghouta près de Damas, emplissent d'horreur contre un

tel régime et de rage contre l'hypocrisie des grandes puissances. Tout cela, parce que le peuple syrien s'est levé en masse contre la dictature corrompue qui l'opprime depuis des décennies, pour exiger la liberté et la justice. Face à une résistance populaire héroïque, cette politique du pire ne peut se déployer que parce que Bachar al-Assad a trouvé la protection et l'aide financière, logistique, militaire et diplomatique de l'Iran des mollahs et de la Russie de Poutine.

### Des grandes puissances responsables

Mais, en négociant leur aide à tous les niveaux, en refusant de livrer les armes que réclament depuis tant de mois les structures collectives de lutte dont s'est doté ce peuple, les «démocraties occidentales» portent aussi une lourde responsabilité. Elles ont en fait cherché un simple replâtrage du pouvoir syrien, parce qu'elles craignent la contagion de l'aspiration à la liberté dans

le reste du Moyen-Orient. Tout en disant vouloir les éviter, elles ont contribué au développement de courants obscurantistes religieux qui ont imposé leurs services contre le régime baasiste, mais constitué sous l'égide de l'Arabie saoudite ou du Qatar un second ennemi mortel pour le peuple syrien. En réaction aux attaques chimiques récentes, les gouvernements d'Obama, de Hollande et quelques autres tentent maintenant

d'imposer leur intervention rapide par des bombardements dits limités. Il s'agit pourtant d'une autre politique du pire! Elle ne peut qu'avoir des effets contre-productifs: douteuse quant à son efficacité militaire face à un régime surarmé et aventuriste; porteuse de nouveaux morts civils et de nouvelles escalades de répression; désastreuse devant l'opinion publique internationale excédée par ces «maîtres du monde» qui s'accordent tous les droits.

# Un monde à changer

**FUKUSHIMA.** Depuis l'aveu le 22 juillet de fuites quotidiennes de 300 tonnes d'eau contaminée dans l'océan, pas un jour ne se passe sans de nouveaux problèmes. Ainsi, samedi 31 août, des niveaux de radiation élevés ont été enregistrés à proximité de réservoirs de stockage d'eau contaminée. Le niveau de radioactivité relevé dans un réservoir est dix-huit fois supérieur à celui mesuré dix jours auparavant. Sur le site, se mélangent les dangers inhérents au nucléaire avec les spécificités de l'entreprise TEPCO. Bien que l'État japonais en ait fait pris le contrôle en juin 2012, celle-ci continue de fonctionner avec un mélange criminel de secret, d'incompétence et de mépris des lois. La situation des travailleurs employés à la décontamination en est une des illustrations. En juillet dernier, des contrôles ont montré que près de 70% des sociétés sous-traitantes violaient les règles de sécurité et de code du travail. Rien d'étonnant quand il est avéré qu'une partie des salariés de ces entreprises ont été fournis par les yakuza, la mafia japonaise ! Le 2 septembre, le gouvernement japonais a annoncé des « mesures rapides », mais au vu de ce qui s'est déjà passé, ça n'a rien de rassurant, d'autant que de nouveaux rejets dans le Pacifique sont programmés.

## VALLS **Dérives réactionnaires**

*Où s'arrêtera-t-il ? Depuis quelque temps, Manuel Valls nous avait habitués à ses petites phrases et à ses positions de plus en plus réactionnaires.*

**R**egroupement familial, réforme pénale, interdiction du voile à la fac ou défense inconditionnelle de la police à Trappes, cet été il n'a pas chômé... Sur la réforme pénale, sa guerre quasi-ouverte avec Christiane Taubira lui a permis cet été de bien soigner son image d'un « premier flic de France » dur, et de conforter les préjugés déjà très largement répandus dans la société. Lors du séminaire du gouvernement sur « la France en 2025 », en affirmant que « la question du regroupement familial peut être posée », Valls a réussi à s'attirer de nouveau les projecteurs. Enfin, sur le rapport du Haut Conseil à l'intégration qui proposait l'interdiction du voile pour les étudiantes à l'université, il n'a pas hésité à dire que les propositions étaient « dignes d'intérêt »... Une question après l'autre, Valls abandonne les positions traditionnelles de la gauche pour épouser celles de la droite.

### Valls sarkoziste ?

Le bilan est lourd mais tout cela en fait-il un simple sarkoziste ? Sur la forme, les ressemblances sont fortes. Son art d'occuper les médias de manière permanente est clairement modelé sur Sarkozy qui lui-même, d'ailleurs, l'a appris des directeurs de communication de Tony Blair. Et, comme Sarkozy, il est animé par une très forte ambition personnelle. Sur le fond, les positions se rapprochent mais il faut dire que Valls a commencé tôt. Il arrive que des hommes politiques de gauche passent par une phase plus ou moins radicale ou « révolutionnaire » dans leur jeunesse avant de « s'assagir ». Dès le départ, Valls, est, lui, très « sage ». En 1980, Michel Rocard, l'ancien « gauchiste » du PSU, est en train de se droïtiser à vitesse grande V. Pourtant, c'est à ce moment que Manuel Valls, âgé alors de 17 ans, rejoint le PS et adhère au courant de Rocard ! À partir de là, Valls se situera à la droite du parti, avec une évolution qui en 2007 amènera Sarkozy à lui proposer un poste de ministre lors de sa politique d'« ouverture »... Valls refusera car son projet est d'embarquer l'ensemble de la gauche sur ses positions mais de l'intérieur. « Je pense que mon destin, mon choix, mon envie est de rénover

la gauche en profondeur », dira-t-il à l'époque pour justifier son refus. À chaque fois qu'il pousse le bouchon trop loin et se fait taper sur les doigts, il bat tactiquement en retraite comme lors du conflit avec Taubira. De la même façon, lors de la dernière université d'été du PS à La Rochelle, il hurle sa fierté d'être « socialiste », malgré la flagrante contradiction, et se permet de se dire le plus grand ennemi du Front national, tout en développant une politique qui en fait le lit. Pour l'instant, il est encore contesté par ce qui reste de la gauche au PS, mais il a été soutenu voire applaudi par bien d'autres à La Rochelle car

il surfe sur la dérive néolibérale et sécuritaire de plus en plus assumée du PS, tout en étant un de ses principaux artisans. Pourquoi ne penserait-il pas alors que ce sera bientôt son heure ? À l'été 2011, il déclarait : « Je reste convaincu que des hommes et des femmes comme Dominique de Villepin, François Bayrou ou Corinne Lepage, pour ne citer qu'eux, peuvent faire partie, s'ils le souhaitent, d'une majorité de large rassemblement ». Et pourquoi pas encore plus à droite, pourrait-on se demander. L'avenir nous réserve peut-être bien des surprises...

**Ross Harrold**

PHOTO THÉÂTRE ROUGE/GUY LAHER



Les USA et leurs alliés ont servi sur un plateau au régime d'Assad, passé maître dans l'art de la propagande, la justification de la répression sans frein, de la torture au nom de « la lutte contre le terrorisme », et la négation de ses crimes à partir des mensonges d'État de l'ère Bush (les prétendues « armes de destruction massive » de Saddam Hussein). Il ne manque plus que le « blanchiment » d'Assad comme anti-impérialiste !

### Soutenir la lutte du peuple syrien

Les responsabilités des véritables internationalistes sont donc immenses. Il s'agit d'une part de se mobiliser résolument contre l'engagement des forces françaises dans une nouvelle aventure impérialiste occidentale, que le gouvernement Hollande-Ayrault a décidé de soutenir d'une manière particulièrement

anti-démocratique. Mais il s'agit en même temps d'isoler toujours plus fortement le clan criminel d'Assad et de dénoncer ses alliés, en particulier l'impérialisme russe. Il s'agit enfin de soutenir concrètement le peuple syrien, qui poursuit sa lutte sur ses objectifs initiaux, mais dans les conditions les plus dures avec un conflit armé qui lui a été imposé. Nous devons obtenir la livraison de l'aide indispensable (vivres, soins, équipements, armes) aux représentants des collectifs syriens qui se battent pour la démocratie, la justice sociale et la dignité nationale dans le respect de toutes les composantes du pays. Face à un pouvoir qui a coupé tous les ponts de compromis, le peuple syrien ne pourra transiger sur la chute et le jugement du clan de Bachar al-Assad, et le refus de toute tutelle étrangère.

**Jacques Babel**

## Le chiffre 40 millions

C'est le nombre d'heures de soutien scolaire à domicile, prises chaque année par un million d'élèves français. Un marché juteux de 1,5 milliard d'euros qui explose grâce aux avantages fiscaux qui vont avant tout aux hauts revenus. Et qui a pour cause les insuffisances de l'école publique accrues par la politique du gouvernement.



## Agenda

**7 septembre, manifestation des sans-papiers et migrants, Paris.**

Rassemblement à partir de 12h place de la République.

**9 septembre, librairie la Brèche, Paris 12e.**

À 18h30 rencontre avec Franck Gaudichaud, maître de conférences à l'Université de Grenoble, et spécialiste du Chili, autour de deux nouveaux livres *Chili 1970 - 1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde* et *Venceremos ! Analyse et documents sur le pouvoir populaire chilien (1970-1973)*.

**10 septembre, journée de grève et de manifestation contre la réforme des retraites.** À Paris, manifestation à 14h place de la République.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Nous sommes bien conscients que tout le monde ne sera pas d'accord, mais ce n'est pas de la discrimination*

DANIEL ROMMEDAHL, PRÉSIDENT DU FOOTBALL CLUB DE COPENHAGUE, interrogé sur la décision du club d'interdire aux supporters ayant un nom « non-danois » d'acheter des tickets pour les matchs de la Ligue des champions (31 août 2013).

## l'Anticapitaliste hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
1969-8178

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Tirage :** 6 500 exemplaires

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de

presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC). SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans)

**Gérant et directeur de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard,  
Goulven Schaal

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
[mail: rotoimp@wanadoo.fr](mailto:mail:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

JUSTICE

# Le PS tergiverse

Hollande vient soi-disant de mettre fin à un sempiternel clash entre Valls et Taubira, les ministres de l'Intérieur et de la Justice, concernant le projet de loi Taubira. Il faut dire que la polémique a empoisonné le gouvernement une bonne partie du mois d'août. Qu'en est-il en réalité ?

## GOUVERNEMENT ET MEDEF Servilité et cadeaux

Le 19 août dernier, Pierre Gattaz, le nouveau patron du Medef, avait fait connaître les exigences du patronat dans une tribune publiée dans les Échos. Faisant état, sans rire, de « 100 milliards ponctionnés sur nos entreprises par rapport à nos concurrents européens équivalents », Gattaz réclamait une « baisse tangible et durable des dépenses publiques » et aucune augmentation des cotisations ou des impôts des entreprises.

Il voyait cependant deux « signes encourageants » dans la politique du gouvernement, « le crédit d'impôt compétitivité emploi et la transposition fidèle de l'accord mettant en place une nouvelle flexisécurité ». Dérégulation des droits des salariés qui permet de baisser le coût du travail et subventions sous toutes les formes au patronat sont en effet les deux volets de la politique du gouvernement Hollande. Mais plus le Medef reçoit, plus il réclame. Et de pousser des hauts cris quand la réforme des retraites prévoit une augmentation dérisoire des cotisations patronales.

**Quand Moscovici « cajole » le Medef**  
Aussi, quel étonnement lorsque, le lundi 26 août, le Medef est sorti content de son entrevue avec Ayrault. Lequel lui a promis une « réduction du coût du travail », au-delà donc de la compensation de la hausse des cotisations patronales de retraite. Il serait question de baisser les cotisations de la branche famille. Le Medef a carrément demandé la suppression de celles-ci, 34 milliards d'euros, et le gouvernement a promis d'aller dans ce sens... Cerise sur le gâteau, le ministre de l'Économie Moscovici, invité à débattre avec Gattaz lors de l'Université d'été du Medef, a « cajolé », dit le Monde, les patrons. « Nous devons être au combat ensemble », a-t-il flagorné, pour promettre ensuite une baisse des « prélèvements obligatoires », et garantir aussi que le crédit impôt compétitivité — une exonération de 20 milliards d'euros sur l'impôt sur les sociétés compensée par la hausse de la TVA — serait exclu du contrôle fiscal et que la dépense publique serait diminuée de 14 milliards en 2014. Pour le Medef, Hollande-Ayrault, c'est mieux que Sarkozy!  
**Galia Trépère**

Depuis des années, nous assistons à la pénalisation croissante de notre société. Les prisons battent tous les records de surpopulation. Certains ont cru qu'après plus de dix années de politique sécuritaire, l'alternance politique serait l'occasion d'une véritable rupture dans la politique pénale. Loin s'en faut ! En effet, un récent communiqué de l'administration pénitentiaire fait état de 67 684 personnes incarcérées en France au 1<sup>er</sup> août 2013, soit encore une augmentation de 1,4 % en un an. En dépit des engagements du Président de la République, rien, ou presque, ne s'est passé depuis l'arrivée du parti socialiste et de ses alliés au pouvoir. L'administration pénitentiaire connaît une situation catastrophique en termes de moyens humains et matériels, et les organisations syndicales dénoncent régulièrement les conditions déplorables des agents qui ne peuvent plus mener à bien leurs missions.

**Le gouvernement traîne des pieds**  
Dans ce contexte, le ministère de la Justice a préparé pendant des mois une réforme pénale censée correspondre aux engagements du candidat Hollande, qui étaient de cesser enfin la politique du « tout carcéral » mise en œuvre par Sarkozy, à abroger la loi sur les peines plancher et la rétention de sûreté qui n'ont eu aucun impact sur la récidive. En effet, Hollande lui-même avoue que cette dernière a triplé entre 2004 et 2011. Mais dès l'annonce de quelques mesures par Christiane Taubira, son collègue de l'Intérieur a immédiatement réagi par une lettre ouverte adressée le 25 juillet 2013 au Président de la République. Valls, qui ne cache jamais ses velléités ultra sécuritaires, mais qui est sans doute aussi le porte-voix d'autres ténors du parti socialiste, a révélé son profond désaccord sur la réforme pénale engagée. Il s'est permis de souligner « le



bref délai dans lequel est conduite la réflexion sur un projet techniquement dense et politiquement sensible ». Il considère, bien sûr, que le parc pénitentiaire est sous-dimensionné ! Il estime que certains récidivistes nécessitent une « exigence accrue de prévisibilité et de fermeté de la loi pénale », pas moins ! Face à de telles protestations publiques, la tête de l'exécutif a mis plus d'un mois avant de rendre les arbitrages sollicités. C'est en effet seulement vendredi 30 août que Hollande a réuni autour de lui à l'Élysée les protagonistes, Ayrault, Taubira et Valls, et annoncé les mesures retenues. De son côté, Matignon se borne à prédire une présentation du texte en Conseil des ministres en septembre ou octobre. Mais cette réforme ne figure pas au calendrier parlementaire de la fin 2013. Et

beaucoup parient sur un report de son examen après les prochaines échéances électorales seulement.  
**Peu d'ambition et de moyens**  
Hollande confirme la suppression des peines plancher introduites en 2007, et sa volonté de mesures pour éviter les « sorties sèches » de prison sans accompagnement, ni suivi, ni surveillance. Il annonce par ailleurs la création d'une nouvelle peine, la contrainte pénale. Elle permet le contrôle du condamné sans incarcération. Elle pourrait s'appliquer à tout délit aujourd'hui passible de cinq ans de prison ou moins. Il faut rappeler qu'en 2011, sur 118 000 peines de prison infligées en raison de délits, guère plus de 1000 peines ont été prononcées pour plus de cinq ans. En revanche, l'idée d'un aménagement automatique des fins de

peine, fortement critiquée par Valls, est définitivement abandonnée. Chargés de faire exécuter les peines aménagées ou avec sursis en dehors des prisons, les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation sont au cœur de cette réforme. Aujourd'hui, ils sont seulement 4 000 alors qu'ils ont déjà en charge plus de 175 000 personnes ! Les organisations syndicales de la justice soulignent que la nouvelle peine de probation regroupe des mesures de contrôle, d'interdiction, de réparation et d'éducation, ce qui va nécessiter d'importants moyens. Alors que les agents sont au cœur du dispositif, ils se plaignent d'avoir été tenus à l'écart de l'élaboration du projet. Et Taubira ne promet pour l'instant que la création de 300 nouveaux postes...  
**Thierry Bonhomme**

## FRONT DE GAUCHE

# Mauvais coups et manœuvres électorales

Le temps des universités d'été des différentes composantes du Front de gauche, les médias ont fait leurs choux gras du psychodrame qui a suivi la polémique entre Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent. En jeu, leurs relations avec le PS, avec en toile de fond les tractations autour des municipales... Des rivalités et polémiques qui évitent les vraies questions.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/IMB

Mélenchon a déclenché la polémique par ses propos contre le gouvernement et en particulier contre Valls, accusé de « reprendre les mots les plus infâmes de l'adversaire pour dire que le problème, c'est l'immigré, alors que l'immigré, ce n'est pas le problème, le problème, c'est le financier » et qui « insulte les citoyens de confession musulmane ». Pour Mélenchon, « le premier pourvoyeur de voix pour le Front national, il est installé à l'Élysée » et « sans l'ombre d'un doute, la politique qui est menée est une politique de droite ». Il est difficile de le contester

mais ces accusations entrent cependant en contradiction avec la politique du Front de gauche qui refuse de se situer dans l'opposition au gouvernement. C'est ce que n'a pas manqué de relever Pierre Laurent dans un entretien à Libération, reprochant à Mélenchon de « confondre la colère et la radicalité nécessaire avec la provocation et l'invective », se faisant ainsi l'écho de la réprobation venant du PS. La réplique est venue le lendemain à l'occasion du meeting de clôture des universités d'été du Parti de gauche : « On ne gagne rien au rôle de tireur dans le dos » a lancé Mélenchon à l'adresse de son camarade...

**Être ou ne pas être dans l'opposition**  
L'échange ne touche pas au débat de fond, se définir ou pas comme un parti d'opposition. Il exprime les rivalités et intérêts divergents du Parti de gauche et du PC pour les municipales. Mélenchon défend une politique indépendante au premier tour pour tenter de renforcer ses positions, alors que Pierre Laurent veut favoriser des listes d'union, soucieux de sauvegarder ses élus, quasiment tous acquis grâce au PS. Le désaccord aboutit à des ruptures lorsque le PG envisage de se présenter contre une liste d'alliance PCF-PS. Mais au final, le PC comme le PG convergent. « L'objectif doit rester

de faire élire des majorités de gauche en rassemblant communistes, Front de gauche, écologistes, socialistes et forces citoyennes » affirme Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon le rejoint en demandant « des listes distinctes au premier tour et des discussions de fond au deuxième » avant de rassurer : « nous ferons des choix de gauche au premier et au deuxième tour ». Et dans cette logique Jean-Luc Mélenchon fait du pied aux Verts en déclarant sur France 2 : « Je pense que nous pouvons dès le premier tour faire des listes avec des écologistes dans de très nombreuses villes ». Il prétend ainsi

« commencer à construire cette majorité alternative que j'appelle de mes vœux »... une alternative qui participe aujourd'hui à la majorité présidentielle ! La navire n'a pas fini de tanguer sous l'effet de ses contradictions, mais la même volonté d'accéder au pouvoir dans le cadre d'une majorité de la gauche parlementaire continuera de souder l'équipage. Une politique qui tourne le dos à la seule perspective répondant aux besoins des travailleurs et de la population, des militantes et militants du FdG : construire une opposition de gauche à ce gouvernement.  
**Yvan Lemaitre**

# ÉGYPTE Après « l'union sacrée »

Le slogan « Le peuple et l'armée d'une seule main » dominait très largement sur la place Tahrir et dans toute l'Égypte lors de la mobilisation historique du 30 juin et les jours suivants la chute de Morsi.

Il avait pu donner l'impression d'un retour en arrière de plus de deux ans, lorsque l'armée avait été acclamée pour avoir lâché Moubarak lors de la révolution du 25 janvier 2011, dans le but de l'empêcher de s'approfondir... De fait, les premières semaines de l'après-Morsi ont été marquées par « l'union sacrée » autour de l'armée, lui permettant, avec le soutien de la quasi-totalité des forces politiques, de mettre en place des mesures d'exception au nom de la « lutte contre le terrorisme » — retour de l'état d'urgence, des tribunaux militaires, et mise en place d'un couvre-feu — et de mener une répression sanglante contre les Frères musulmans. En plus des massacres des 8 et 24 juillet, la vague de répression entamée le 14 août avec « l'évacuation » du sit-in de Rabaa a provoqué en cinq jours la mort de plus d'un millier de personnes. Soit plus que durant la révolution du 25 janvier, les partisans du président déchu se livrant de leur côté à des attaques meurtrières contre des coptes à travers tout le pays.

## Flux et reflux

Depuis son retour sur le devant de la scène politique le 3 juillet, les mesures prises par l'armée sont indéniablement une avancée pour la contre-révolution, un des acteurs se substituant à un autre. Mais les grèves entamées à Suez le 23 juillet par 2000 ouvriers de l'acier et le 26 août par 10000 ouvriers du textile dans la ville de Mahallah (où la grande grève

de 2008 avait contribué à soulever la vague qui allait aboutir à la chute de Moubarak), montrent que lors des processus révolutionnaires, les flux et reflux ne sont jamais linéaires. L'armée continue à bénéficier d'un large soutien, ayant opportunément pris appui sur le mouvement sans précédent du 30 juin et le sentiment anti-Frères, mais ces premières grèves d'importance depuis la chute de Morsi, qui s'inscrivent dans une vague de grèves sans précédent lors du premier semestre de l'année 2013, ont pointé la première des contradictions du « nouveau » régime en vigueur depuis le 3 juillet. Tout comme le gouvernement Morsi et bien évidemment le CSFA avant lui, celui-ci se montre incapable de s'attaquer à la question sociale autrement que par la répression, en envoyant immédiatement les chars déloger les grévistes à Suez et à Mahallah. Répression dans laquelle Kamal Abu Eita, ancien président de la fédération des syndicats indépendants et nouveau ministre du Travail, a joué le rôle de négociateur...

## Premières fissures

Si ces deux mouvements ont été de courte durée, ils ont montré que l'adhésion encore très large au « nouveau » régime et à la figure d'Al-Sissi n'est pas une fatalité et que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la revendication centrale de justice sociale a encore la capacité de soulever la chape de plomb sous laquelle l'armée tente de l'étouffer.



Le Caire, 14 août 2013. REUTERS/MOHAMED ABD EL GHANY

D'autant que, politiquement, ces mouvements font écho aux premières fissures dans « l'union sacrée » mise en place il y a deux mois. La stratégie ultra-répressive de l'armée a ainsi trouvé ses limites lorsque le tout nouveau vice-président El-Baradeï, caution libérale du nouveau gouvernement, démissionna le 14 août au lendemain du massacre de Rabaa. Depuis, il a été accusé de « trahison », tout comme trois figures du mouvement du 6 avril (en pointe

dans la révolution du 25 janvier), accusées d'avoir perçu de l'argent de l'étranger pour fomenter des troubles en Égypte... Une accusation typique des méthodes de l'ancien régime pour disqualifier toute voix discordante, sous prétexte d'unité nationale. Gageons que sur les questions sociales comme sur les questions démocratiques, ces voix discordantes se feront de plus en plus nombreuses dans les semaines qui viennent.

Romain Hingant



## Le monde en bref

### ÉTATS-UNIS

## Lutte dans les fast-foods

Le 29 août dernier, des milliers de travailleurs des fast-foods ont arrêté le travail dans 58 villes américaines. Un millier de restaurants ont été touchés. Quelques piquets de grève se sont transformés en occupations temporaires, et plusieurs restaurants ont dû fermer. Dans ceux qui n'avaient pas fermé, les managers ont dû se débrouiller pour combler les vides. Les salariés ont manifesté dans plusieurs villes. À Memphis, dans le Tennessee, une travailleuse de McDonald's a résumé les objectifs du mouvement: « ça fait près d'un an que je travaille ici. 7,25 \$, ça ne permet pas de vivre ». 7,25 \$ (5,7 €), c'est le salaire minimum fédéral, inchangé depuis 2009...

Les luttes dans les fast-foods ont démarré depuis plusieurs mois mais une telle extension géographique simultanée est quelque chose de nouveau. Ainsi en mai-juin dernier, elles n'avaient touché que 8 villes. Le 29 août représente donc un pas en avant. Au début, les dirigeants syndicaux ont fait profil bas mais ces dernières semaines, devant l'écho national du mouvement, leur attitude a changé. La structure de l'activité rend plus difficile le mouvement. Ainsi, McDonald's explique ne pas être concerné car la majorité de ses restaurants sont des franchisés (qui lui payent des redevances)... mais, dans les 20% de restaurants gérés directement par la société, les conditions ne sont guère meilleures. Le discours patronal assure aussi qu'il s'agit de boulots d'appoint occupés par des jeunes, mais c'est de moins en moins vrai.

Les grévistes réclament d'abord un salaire horaire de 15 \$. Des revendications portent aussi sur le droit syndical et les conditions de travail. En mars 2013, Obama avait proposé de porter progressivement le salaire minimum fédéral à 9 \$ (6,9 €). Mais cela suppose le vote d'une loi, ce qui est très hypothétique. C'est donc sur leur organisation et leur détermination que les salariés doivent compter pour gagner.

# CHINE Procès au sommet

Le procès retentissant de Bo Xilai, ancien chef du Parti communiste chinois de Chongqing – important centre urbain dans le sud-ouest de la Chine – s'est terminé fin août. Le procureur a réclamé une peine d'autant plus « lourde » que l'accusé est revenu sur les « confessions » qu'il avait rédigées lors de sa détention: loin de plaider coupable en espérant la clémence, il a contre-attaqué durant les cinq jours d'audience.

Il y a des allures de roman noir à cette histoire: le chef de la police de Chongqing, ancien bras droit de Bo Xilai, qui tente de s'enfuir en se réfugiant dans un consulat états-unien, l'épouse de Bo Xilai accusée du meurtre (à l'insu de son mari) d'un homme d'affaires britannique et qui purge aujourd'hui sa peine en prison... Le procès a aussi jeté une lumière crue sur l'ampleur des pratiques de corruption qui gangrènent le système chinois au point de rendre aléatoire l'efficacité des politiques économiques. Deux points saillants méritent d'être tout

particulièrement soulignés. Le procès a été partiellement public et mené avec des débats contradictoires. Il révèle en arrière-plan l'acuité de la « crise de succession » au sommet du PCC. Bo Xilai a conduit sa propre défense et les débats ont été partiellement retransmis sur Weibo (le Twitter chinois). Alors que les témoignages à charge sont généralement déposés sous forme écrite, il a pu cette fois contre-interroger ses accusateurs, les traitant plus d'une fois de « menteurs ». Bo a aussi pu expliquer qu'il avait rédigé sa « lettre d'aveux » pour éviter que sa femme ne

soit condamnée à mort et son fils poursuivi; pour s'éviter à lui-même la peine capitale et garder un avenir politique.

## Règlement de comptes

Par sa « transparence » (très contrôlée) le procès est devenu un événement judiciaire. Il n'annonce cependant pas une libéralisation du régime: fin août aussi, Xu Zhiyong, chef de file du mouvement citoyen a été formellement mis en examen et Liu Hui, le frère de Liu Xia (l'épouse du Prix Nobel emprisonné Liu Xiaobo), a vu confirmer le verdict de onze ans de prison pour fraude, un simple différend commercial... Par ailleurs, Bo Xilai appartient au club très fermé des « princes rouges », les fils de hauts dirigeants du PCC, à l'instar de Xi Jinping, le nouveau président de la République. Bo a incarné le « modèle de Chongqing », très autoritaire mais perçu comme « de gauche » par l'aile néo-maoïste du parti, en opposition à la ligne de l'actuelle direction. La publicité donnée au procès visait probablement à le déconsidérer aux yeux de secteurs pour qui il incarne une option plus « populaire », en détaillant toutes les affaires de corruption dont il est accusé, en jouant sur son arrogance ou en réveillant de mauvais souvenirs: Bo a été attaqué par Wen Jiabo (l'ancien Premier ministre) pour vouloir revenir aux temps de la « Révolution culturelle » et du règne dictatorial de la « bande des quatre » au tournant des années 1970.

Le procès de Bo Xilai participe ainsi des règlements de comptes au sein de la « cinquième génération » de dirigeants du PCC.

Pierre Rousset

## CORRUPTION DES DIRIGEANTS CHINOIS



**R**éunissant sur 4 jours 700 participantEs (comme en 2012), cette université d'été a été un moment fort de mobilisation du NPA, alors que se profile en cette rentrée une bataille importante contre le gouvernement sur la question des retraites. Avec de nombreux invitéEs, en particulier internationaux, le souffle des luttes et révolutions est bien passé par Port-Leucate...

L'université d'été est avant tout un moment de convivialité et de rencontres. De l'avis des présentEs, le cru 2013 n'aura pas échappé à la règle, même si cette année était un peu particulière puisqu'il s'agissait de la dernière dans le village-vacances des Carrats. En effet, celui-ci ferme ses portes en fin d'année et nous ne pouvons que remercier toutes les personnes avec qui nous avons travaillé à améliorer l'organisation de notre université d'été au fil de ces dix années, au NPA et avant cela à la LCR. Et comme l'a affirmé Philippe Poutou en ouverture du meeting dimanche 25 août, nous sommes pleinement solidaires de la centaine de salariéEs — à l'année ou saisonnierEs — qui vont voir leur emploi disparaître dans les petits calculs financiers de la CAF, propriétaire des Carrats.

#### Luttes d'ailleurs...

Les mobilisations populaires internationales nous ont d'abord joué un vilain tour, Florence Aubenas annulant sa venue quelques jours avant le début de l'université d'été en raison d'un départ précipité en Égypte. Mais, quelles que soient les difficultés et les flux et reflux des luttes, ces mobilisations nous ont encore cette année fait le plus grand bien.

Du Brésil évoqué par Caroline de Castro, dirigeante du PSOL, et de « l'esprit de Taksim » évoqué par Mutlucan Sahan, militant révolutionnaire internationaliste en Turquie, nous retiendrons l'engagement inédit des peuples, de la jeunesse, contre les injustices sociales, où quelquefois un fait presque insignifiant peut mettre de larges masses dans la rue.

Des débats surgis de Grèce, et portés dans notre université d'été par Sotiris Martalis du DEA-Syriza et Panagiotis Kardamitsis de l'OKDE-Antarsya, nous retiendrons, au delà des discussions et désaccords, la nécessité de rechercher toujours à construire une alternative politique à la

barbarie austéritaire, alors que l'extrême droite gagne du terrain.

Et à l'écoute de Joseph Daher, militant de la gauche révolutionnaire syrienne, on se dit que, malgré l'écrasement du peuple syrien, aujourd'hui par le dictateur Assad et peut-être demain par les bombes des grandes puissances, il reste toujours l'étincelle d'un processus révolutionnaire qui n'est pas encore près de s'éteindre.

#### Résistances d'ici...

Pour se battre, il faut d'abord comprendre, prendre la mesure de ce à quoi on s'affronte. À commencer par la République et son fonctionnement opaque, tel que révélé par l'affaire Cahuzac qui a marqué l'union d'une certaine gauche avec le monde de la finance. Journaliste à l'origine de cette affaire, Fabrice Arfi de *Mediapart* a raconté à la centaine de participantEs présentEs sa passionnante enquête.

Caroline de Castro. FRANCK HOULGATTE



Comprendre pour défendre notre protection sociale, à l'heure où un gouvernement « de gauche » s'appête à dégainner une énième réforme des retraites, avec l'économiste et sociologue Bernard Friot, avec qui les points de convergences n'ont pas cachés les désaccords. Pénétrer aussi les arcanes d'un système économique — finance, banques, dettes — avec Patrick Saurin, syndicaliste, ou celles des sociétés anciennes et des premières inégalités, avec l'économiste Christophe Darmangeat. Trente ans après la marche pour l'égalité, discuter avec Kaïssa Titous, marcheuse de 1983, de la pérennité des luttes de l'immigration; de la perspective écosocialiste avec nos invités de différentes organisations de la gauche radicale, et même de la question nationale et sociale au Pays basque...

Sans parler des dizaines d'ateliers concoctés par les commissions nationales du NPA autour des grandes questions qui ont traversé l'activité militante des derniers mois: Notre-Dame-des-Landes, le mariage pour tous et l'égalité des droits, la lutte antifasciste, la défense de l'emploi et les fermetures de sites, etc.

#### Et tout le reste !

Dans le cadre d'une grande soirée, dans une salle comble, Xavier Mathieu s'est dit « fier » de nous présenter la lutte de Continental, avec *la Saga des Conti*, film consacré à cette mobilisation emblématique. Le lendemain, c'est Marx lui-même, porté par la troupe de l'Autre Scène, qui s'est invité au son de l'accordéon et sur un texte librement adapté d'Howard Zinn. Une salle à nouveau conquise. Et on ne vous parle même pas des fins d'après-midi, de l'apéro musical Bossa Jazz, des rencontres avec auteurs et éditeurs du côté de la librairie la Brèche, des pochoirs et banderoles réalisés durant l'université d'été et de la chorale...

Pas le temps d'en parler, pas la place de tout écrire et de toute façon pas trop envie: en 2014, faudra venir pour vous faire une idée. *Commission université d'été*

## Bernard Friot Salaire socialisé: un « déjà là émancipateur » ?

Dans les plans d'austérité du gouvernement Hollande-Ayrault, la protection sociale occupe une place centrale. Trois ateliers, animés ou co-animés par la commission nationale santé sécu sociale du NPA lui furent consacrés lors de cette Université d'été. Un « temps fort » en fut le débat avec organisé avec Bernard Friot.

Économiste et sociologue, animateur du « réseau salariat », Bernard Friot a participé à un débat suivi sous le chapiteau Louise Michel par près de 150 participantEs attentifs. S'appuyant sur l'actualité de la contre-réforme des retraites, Friot développa les points clés abordés dans ses derniers ouvrages *Lenjeu des retraites* et *Lenjeu du salaire*<sup>1</sup>. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le salaire s'est de plus en plus éloigné de la rémunération d'une force de travail achetée sur le marché du travail. Grâce aux conventions collectives, aux statuts de la fonction publique, il devient l'objet d'une délibération politique, s'appuyant sur les rapports de forces sociaux. Les cotisations sociales, qui socialisent près de la moitié du salaire, rémunèrent de plus en plus de salariéEs, hors situation d'emploi, comme les retraités. Ainsi, le retraité, touche « un salaire à vie », correspondant à sa qualification. Pour Friot, ses

activités sont un travail délogé des « contraintes capitalistes de l'emploi ».

Les cotisations sociales sont le résultat de ce travail du retraité, auquel est affectée une « valeur économique » anticapitaliste. La généralisation de cette production de valeur économique, débarrassée de la « convention capitaliste du travail », concerne les retraités, mais aussi les parents (allocations familiales), les fonctionnaires... Elle ouvre la voie à une sortie du capitalisme: il convient donc de s'appuyer sur ce « déjà là émancipateur » qu'est le salaire socialisé pour le généraliser et entraîner ainsi la disparition du profit et de la « propriété lucrative ».

#### La stratégie en question

Dans son introduction<sup>2</sup>, Jean-Claude Laumonier, membre de la commission nationale santé-sécu-social du NPA, a d'abord souligné des points de convergence avec l'approche

de Bernard Friot, puis l'a questionné sur plusieurs aspects de ses écrits récents.

Tout d'abord la notion contestable de « travail » du retraité, « travail » assimilé à celui des fonctionnaires exerçant un emploi, le bénévolat des retraités (transformé en « travail rémunéré à la qualification ») étant ainsi mis sur un pied d'égalité avec le travail des fonctionnaires de la santé et du secteur social. Il a aussi insisté sur le risque de mettre en cause le caractère inconditionnel des prestations sociales puisqu'elles seraient le résultat d'un travail. Enfin et surtout, le danger principal serait de ne plus considérer le salaire socialisé, comme un enjeu de la répartition des richesses entre salaire et profits. L'enjeu de la lutte de classes, du combat pour les salaires, qu'ils soient directs ou indirects, serait ainsi escamoté.

Second point de débat, la stratégie de sortie du capitalisme.



Bernard Friot. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Une stratégie selon Friot par l'extension continue du salaire et qui ne prend pas en compte les réactions d'une bourgeoisie confrontée à la chute des profits et aux menaces sur la propriété capitaliste. Bernard Friot n'élude-t-il pas le moment nécessaire de la rupture, celui de la conquête du pouvoir politique dans de nouvelles institutions pour mener à son terme la dépossession des capitalistes ? Ces interrogations et celles des nombreux participantEs furent l'occasion pour Friot d'argumenter son point de vue et de nourrir la discussion sur ces questions trop rarement débattues: la stratégie pour sortir du capitalisme et la société que nous voulons construire. Le débat s'est ensuite poursuivi tout au long de la journée, de manière informelle.

Correspondant commission santé sécu social

1. 2010 et 2012, éditions « La Dispute »  
2. <http://siteinfosecusante.free.fr/spip.php?article4030>



# L'esprit MOBILIS





# des MOTIVATIONS



## Mobilisation générale du NPA!

*Moment important de notre université d'été, le meeting marque traditionnellement la rentrée du NPA. Cette année, actualité brûlante oblige, une large place a été laissée à nos invités internationaux. Mais, avec une gauche au pouvoir depuis plus d'un an, la situation politique française et les perspectives des anticapitalistes étaient largement présentes, notamment dans la conclusion de la soirée par notre porte-parole, Christine Poupin.*

Ce sont donc Caroline de Castro, dirigeante brésilienne du PSOL (Parti du socialisme et de la liberté), Mutlucan Sahan, militant révolutionnaire turc de la IV<sup>e</sup> internationale, et Joseph Daher, militant de la gauche révolutionnaire syrienne qui ont ouvert le meeting.

En trois interventions, ils nous ont fait vivre l'espoir d'un bouleversement radical en faveur des peuples, dans la continuité de ce qui se passe dans leur pays respectifs. Des limites, sûrement, des difficultés, certes, des drames même, notamment dans la tragédie syrienne, mais aussi un devoir de solidarité internationaliste avec tous les peuples opprimés et une leçon d'espoir pour les temps prochains.

Kevin, militant marseillais du NPA, membre du collectif « Marseille solidaire contre l'extrême-droite », a présenté la mobilisation unitaire en construction contre la tenue de l'université d'été du FN dans la cité phocéenne, avec comme point d'orgue une grande manifestation samedi 14 septembre. Par des exemples édifiants, Damien du secteur jeune du NPA a illustré la dégradation des conditions d'études dans les facs et rappelé le rôle que la jeunesse peut jouer dans les mobilisations, ici comme ailleurs. Comme il l'a dit lui-même, à défaut d'avoir été élu président de la République, Philippe Poutou assurait la présidence de la soirée et a présenté la campagne financière lancée par le NPA pour réunir un million d'euros. Parce que la bataille d'idées permet souvent de mener la bataille tout court, et parce que, pour nous, les élections sont la continuité de ce que nous défendons au quotidien, le NPA doit être présent au maximum dans les prochaines échéances électorales européennes de 2014.

Dernière intervenante, Christine Poupin a porté le message d'un NPA offensif ces prochaines semaines. Voici quelques extraits de son intervention :

« Il y a urgence à construire la mobilisation contre la contre réforme Hollande-Ayrault sur les retraites. Pour cela, il y a une première question à régler [dans la gauche] : le dialogue social ou la mobilisation ? »

Les reculs du gouvernement nourrissent les réactionnaires, homophobes ou racistes. Abandon du droit de vote, poursuite de la politique de Sarkozy par rapport aux sans-papiers, même discours sécuritaire, même stigmatisation des Roms... Ceux qui pensent que le parti Socialiste a pris la mesure du problème en choisissant comme thème principal de leur université d'été : *Comment entraver la montée en puissance du Front national* doivent abandonner toute illusion... en constatant que c'est Valls qui y prend la parole. Le même Valls qui, lors du séminaire du gouvernement sur le projet pour 2025, aurait souligné trois défis pour la France des dix prochaines années : l'immigration en raison de la démographie africaine, la compatibilité de l'islam avec la démocratie, et les problèmes posés par le regroupement familial au bénéfice des travailleurs étrangers...

(...)  
Dans la réalité, zéro changement de cap, le gouvernement se conforme à l'agenda libéral fixé par la Troïka : le sursis pour atteindre les 3% de déficit est en fait un

moyen de chantage pour accélérer les contre-réformes. Une politique radicalement antisociale, authentiquement libérale. Et la suite est annoncée contre la protection sociale (retraites, allocations familiales, assurance chômage), avec la Modernisation de l'action publique (ex-Révision générale des politiques publiques) contre les services publics, l'austérité pour les collectivités territoriales (4,5 milliards d'économies en 2014 et 2015) et la libéralisation des marchés des biens et services (électricité, ferroviaire...).

(...)  
Il y a urgence à construire la mobilisation contre la contre-réforme Hollande-Ayrault sur les retraites. Pour cela, il y a une première question à régler dans le mouvement social, syndical, dans la gauche politique : le dialogue social ou la mobilisation ? Soit se laisser embriquer dans les différentes conférences (sociale ou environnementale) qui amène le mouvement social à discuter à froid, sans rapport de forces et finalement sur le terrain du patronat, soit construire ce rapport de forces pour imposer nos propres réponses. Dit autrement : il faut refuser toute négociation du rapport Moreau et de ses déclinaisons gouvernementales, et construire l'unité la plus large sans autre préalable que le refus de toute nouvelle régression : « pas un trimestre de plus, pas un euro de moins ! »

(...)  
Concernant la mobilisation, ce n'est pas avec des pétitions que l'on va empêcher une nouvelle contre-réforme... Entre ceux qui ne veulent rien faire avant la journée du 10 septembre et ceux qui, pour des raisons boutiquières, veulent à tout prix que la rentrée politique se fasse lors de la fête de l'Huma, on est mal partis ! Le problème est politique : quand c'est la gauche libérale qui fait le sale boulot, la mobilisation unitaire est plus difficile... Car il y a toujours la petite musique :

« Quand même, le PS, c'est pas comme la droite ; face au PS, on ne peut pas agir comme face à la droite... ». Il ne faut pas agir comme face à la droite, parce qu'en 2010, on a perdu... et on ne doit pas perdre une nouvelle fois sur les retraites. Pour construire cette mobilisation, il donc faut convaincre massivement, gagner la bataille des idées, d'où l'utilité du travail unitaire, des meetings. Mais il faut surtout tirer le bilan de 2010 : les journées d'action même extrêmement massives, même répétées, les manifestations monstres même les plus puissantes depuis des dizaines d'années, la grève de certains secteurs, même avec le soutien de la population, ne suffisent pas. Seuls l'affrontement avec le gouvernement, le blocage, la paralysie du pays peuvent faire reculer le pouvoir ! La confrontation, l'épreuve de force jusqu'au retrait.

(...)  
Nous ne sommes pas un parti pour commenter, mais pour être utile. En premier lieu, nous voulons construire une opposition sociale et politique au gouvernement, un bloc anti-crise et anti-austérité. Une opposition de gauche qui s'oppose pied à pied à cette



Christine Poupin. Photographie Rouge/Franck Houllatte

gauche gouvernementale en encourageant les mobilisations, leur convergence pour changer le rapport de forces, dans l'unité, pour frapper ensemble et le plus fort possible. Au coude à coude avec celles et ceux qui veulent dire leur mécontentement dans la rue, il faut construire ces mobilisations et en même temps débattre, dire nos désaccords avec le Front de gauche, comme avec la direction de la CGT, sur leur stratégie de pression sur

« À toutes celles et ceux qui affirment vouloir s'opposer au gouvernement, nous disons : « Chiche ! Construisons ensemble cette opposition de gauche décomplexée ! » »

le gouvernement, et défendre nos propres propositions et perspectives. Nous devons être offensifs sur tous les terrains, par des propositions d'actions, de luttes, et de débats faits à toutes ces forces.

De plus, face à la crise actuelle, il est politiquement important de proposer une solution politique alternative au social-libéralisme, de montrer qu'il n'y a pas de fatalité, d'avancer une perspective politique de gouvernement de rupture, « gouvernement des travailleurs », « gouvernement populaire », « gouvernement contre l'austérité »... Peu importe le nom, mais cela s'oppose à toutes les politiques de participation ou de soutien à des gouvernements de gestion de l'économie et des institutions capitalistes. Et cela s'oppose à toutes les alliances à géométrie variable. Aujourd'hui, le Front de gauche se déchire autour de la question de l'indépendance par rapport au PS. C'est exactement la question que le NPA pose. À toutes celles et ceux qui affirment vouloir s'opposer au gouvernement, nous disons « Chiche ! Construisons ensemble cette opposition de gauche décomplexée ! »

(...)  
On dit que notre programme n'est pas raisonnable ? Pas réaliste ? Mais ce qui n'est ni raisonnable ni réaliste, c'est de penser que l'on pourrait faire l'économie de la mobilisation et du rapport de forces ; penser qu'il y a une solution dans les petits ou grands accommodements électoraux ; penser que pour faire reculer le chômage, la précarité, la misère il suffit de prier Sainte Croissance et d'allumer des cierges à la reprise pour créer des emplois et partager enfin un peu les richesses ; penser que la crise écologique, que la catastrophe climatique peuvent attendre que les capitalistes et les gouvernements à leur service se laissent convaincre.

L'anticapitalisme est bien plus raisonnable, celui qui dessine une transformation révolutionnaire de la société, un nouveau mode de production aux services des besoins et dans le respect de l'environnement, une société démocratique et égalitaire, une civilisation écosocialiste où l'être prime enfin sur l'avoir, et où « nos vies valent plus que leur profits ». **Commission université d'été**

SUICIDES À LA POSTE

## Désastre en continu

À La Poste, le malaise social n'a pas connu de trêve estivale. Ainsi, plusieurs postières et postiers ont mis fin à leurs jours. Pour le seul mois d'août, le lien entre deux suicides et le travail est évident.

À la fin du mois dernier, à Langeac (Haute Loire), une chef d'équipe s'est suicidée sur son lieu de travail. En début de mois, un cadre de la direction de la formation se pendait à Orléans. Après avoir, à plusieurs reprises, alerté des représentants syndicaux sur le harcèlement qu'il subissait et sa situation de placardisation. Pourtant, les responsables de l'entreprise restent dans le déni. Pour eux, leur « modèle social » est un modèle indépassable et celles et ceux qui se sentent mal ne sont que des inadaptés, comme l'affirmait Bailly, le PDG, dans un récent livre d'Hervé Hamon !

### Responsables et coupables

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas ! Une indiscretion, confirmée, fait état de l'existence depuis 2008 d'une cellule de veille rattachée à la direction générale, et dont la fonction est de comptabiliser les suicides et les tentatives de suicide en relation avec l'activité professionnelle. Selon ces chiffres, ce n'est pas moins de 200 suicides ou tentatives qui ont un lien direct avec le travail, soit une moyenne de 50 par an ! Il est à souligner que l'existence de cette cellule n'a jamais été rendue publique... Aujourd'hui encore, les patrons de La Poste nient l'évidence. Il est vrai que leur attitude, depuis des années, n'est pas glorieuse ! Non seulement, ils étaient au courant de l'ampleur du malaise social mais leur seul objectif était de le cacher et de protéger leur image de patrons sociaux... Une image ô combien usurpée avec plus de 80000 suppressions d'emplois en 10 ans ! Contrairement à son attitude depuis sa prise de fonction, Montebourg, ministre de tutelle de La Poste, doit prendre ses responsabilités et faire ses excuses à la politique qui pousse des salariéEs au suicide. Pour qu'une telle situation prenne fin, il doit également imposer d'autres orientations sociales et de développement des activités de service public. La nomination d'un nouveau PDG est l'occasion pour le gouvernement de changer la donne. Toutefois, au vu de ses actions depuis un an, la mobilisation contre les réorganisations et restructurations restent bien la meilleure arme de défense pour les postierEs !

Bruno Quignard

## ÉCONOMIE Cap anti-social maintenu !

Après dix-huit mois de récession, le produit intérieur brut de la zone euro a progressé de 0,3 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 et celui de la France de 0,5 %. Ces résultats sont un peu meilleurs que prévu. Immédiatement, dirigeants français et européens se sont bruyamment félicités de ce prétendu succès de leur politique...

Jean-Marc Ayrault y a vu ainsi « un facteur de mobilisation et d'optimisme », avant de conclure : « Nous sommes sur la bonne voie et nous devons garder notre cap ». Une fois de plus, les dirigeants peignent en rose la réalité. Ainsi, le journal anglais *Financial Times* dans son numéro du 15 août, note que la performance de l'ensemble de la zone euro ce deuxième trimestre s'explique largement par des phénomènes « à un seul coup » : par exemple, en Allemagne, la forte reprise de la construction vient après un hiver très rude qui avait interrompu des chantiers. Quant à la progression du PIB français, elle demande aussi à être confirmée : la hausse de la consommation s'explique pour une part par un printemps plus froid que d'habitude, d'où une augmentation des dépenses de chauffage. Certes, les achats d'automobiles ont progressé un peu au deuxième trimestre mais, après être resté stable en juillet, le marché automobile français a replongé dès le mois d'août.

### « Décroissance » européenne

Au niveau européen, les résultats sont très disparates mais surtout ce mouvement est loin d'effacer l'impact de la crise. Le PIB par habitant moyen de la zone euro (richesse produite divisée par le nombre d'habitants) reste de près de 4 % en dessous de son niveau de 2007, et seule l'Allemagne (dont la population baisse) dépasse son niveau de 2007. Le recul dépasse 8 % en Espagne et 24 % en Grèce. Dans la zone euro, le capitalisme en crise produit de la décroissance, mais une décroissance anti-sociale et anti-écologique !

En juillet, le taux de chômage est resté à son niveau record de 12,1 % pour la zone euro. C'est toujours en Grèce et en Espagne que la situation est la plus critique. En Grèce,

il atteint 27,6 %, et en Espagne, il s'établit à 26,3 %. Plus d'un actif de moins de 25 ans sur deux est au chômage en Espagne, et près de deux sur trois en Grèce.

Certes, les informations disponibles semblent montrer que la récession touche à sa fin en Europe et en France. Mais de là à ce que l'on puisse sérieusement parler de reprise... On peut s'attendre à des chiffres positifs pour la croissance des trimestres à venir mais, en fait, l'Europe est en train de passer de la récession à la stagnation. Et l'emploi n'est pas prêt de décoller.

### Rien n'est réglé

Aucune des causes profondes de la crise économique n'est résolue. D'un point de vue capitaliste, les conditions d'une reprise durable de l'accumulation ne sont pas réunies. Les capacités de production des entreprises demeurent sous-utilisées. Les conditions de crédit sont toujours défavorables : malgré les liquidités déversées par la Banque centrale européenne, les banques continuent de resserrer les crédits. Le taux de marge des entreprises européennes reste inférieur à son niveau de 2007. Tout cela ne plaide pas en faveur d'un rebond sensible de l'investissement productif, bien au contraire. D'ailleurs, un mieux en terme de croissance ne signifierait pas la fin de la crise. Après la récession de 2009, il y a eu un redémarrage limité en 2010-2011, puis cela a replongé. De nouveaux soubresauts des économies européennes pourraient résulter soit de la

défaillance d'une banque, soit de la chute d'un gouvernement confronté au mécontentement populaire.

L'Union européenne est de plus en plus impopulaire. En l'absence d'alternative radicale, sociale et politique, crédible, l'extrême droite en profite. Mais les responsables européens ne doutent pas : le commissaire européen en charge des Affaires économiques Olli Rehn a affirmé en août qu'« une reprise durable est maintenant à portée de main, mais seulement si nous persévérons sur tous les fronts de notre réponse à la crise ». Le 29 août, il s'est même fait plus précis à l'égard de la France : « La France a pris des mesures pour réduire le coût du travail ; cela va dans la bonne direction, mais à l'évidence, elle doit faire davantage ». Donc, semblant de croissance ou pas, nous sommes prévenus de ce qui nous attend !

Henri Wilno



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

ÉDUCATION NATIONALE

## Une rentrée dans la rue

C'est la première rentrée scolaire dont le gouvernement PS est totalement responsable. Il est donc responsable de la suppression de 2000 postes de surveillants (AED) en collège, lycée et dans les écoles. Il est responsable de la généralisation des contractuels précaires à tous les niveaux de l'école, grâce à la masterisation. Il est responsable de la dégradation des conditions de travail induite par la réforme des rythmes scolaires pour 20 % des élèves de France (dans les villes où la réforme s'applique dès cette rentrée)...



PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE

Au-delà, les annonces de Peillon pour les années à venir reprennent les grands axes des gouvernements précédents : rentabilisation de l'éducation, adaptation de la main d'œuvre aux besoins du patronat, encadrement idéologique de la jeunesse.

### Attaques tous azimuts

L'éducation nationale est en première ligne de la réforme des retraites, avec le passage à

43 annuités en 2035, alors qu'en moyenne, les salariés partent après 36,5 annuités effectives. Cela va entraîner une baisse importante des pensions. Ainsi, un enseignant qui avait commencé à 23 ans, partant à la retraite à l'âge légal (60 ans, puis 62 ans) avait une pension de 2400 euros. Avec la réforme Ayrault, la pension sera de 1580 euros, soit une perte de 900 euros en dix ans.

Par ailleurs, les conditions de travail et d'étude continuent

de se dégrader : augmentation des effectifs dans les classes, augmentation des missions des enseignants et autres personnels, et disparition programmée des ZEP (zones d'éducation prioritaires). Là où la réforme des rythmes s'applique, les enfants ne vivent pas avec de nouveaux rythmes. Au contraire, ils passent autant de temps à l'école, ils subissent plus de temps non-éducatifs (augmentation du temps de pause le midi, temps de transport vers

une autre école...). Pour généraliser cela, Peillon veut ouvrir une discussion sur le statut des enseignants, dont l'objectif réel est de casser complètement nos conditions de travail...

Enfin, cela fait quatre ans que les salaires des fonctionnaires sont bloqués. La perte du pouvoir d'achat est évaluée depuis 2000 à 13 % par la FSU, la principale fédération de l'éducation nationale. On sent clairement les effets de la crise dans notre travail.

### Préparer un mouvement d'ampleur

C'est pourquoi les enseignantEs doivent affirmer qu'ils refusent de travailler plus, dans des conditions pires, et pour des salaires moindres ! Cela passe par la préparation active de la grève du 10 septembre. Il faut réunir des assemblées générales localement, dans les villes et départements pour discuter des suites et faire naître une mobilisation d'ampleur nationale dans notre secteur.

Nous devons nous emparer de chaque échéance, à l'image de la grève dans l'éducation en Seine-Saint-Denis qui aura lieu le 19 septembre.

Ces mobilisations doivent donc combiner des revendications interprofessionnelles sur les retraites et des revendications plus sectorielles sur les salaires et les conditions de travail. C'est ainsi que nous pourrions généraliser un mouvement de grève pour gagner.

Raphaël Gregg



# CONTINENTAL Condammnation du gouvernement

*C'est une victoire pour les principes, pour la morale, qu'ont remportée les 680 salariéEs de Continental devant le tribunal de prud'hommes d'Amiens, vendredi 30 août. Et une leçon de politique.*

**P**etit retour en arrière. À l'annonce, en février 2009, de la fermeture du site Continental de Clairoux, la ministre de l'économie UMP de l'époque, Christine Lagarde, avait contesté les arguments mis en avant par la direction du groupe pour justifier la fermeture du site : « Au vu des résultats de Clairoux, comme de ceux de la branche « pneumatiques » de Continental, la nécessaire justification économique du plan social nous semble à ce jour des plus contestables ».

Après des mois de lutte, la fermeture du site, l'acharnement judiciaire contre les militants de Continental, en septembre 2012, le Ministère du Travail du « socialiste » Michel Sapin rejetait le recours de Xavier Mathieu contre l'acceptation de la demande de licenciement par ce même ministère en octobre 2010. Ce rejet venait après l'annulation du refus de licenciement par l'inspection du travail.

Mais, plus encore que la décision du ministère Sapin, reprenant l'argumentation de Woerth, ce sont les arguments qui étaient scandaleux : « Enfin, il convient de rappeler que l'accord de méthode conclu stipule expressément que le périmètre pour appliquer les critères d'ordre de licenciement se limite exclusivement à la seule usine de Clairoux... Par conséquent, c'est à juste titre que le ministre chargé du travail a considéré le motif économique de la demande d'autorisation de la rupture d'un commun accord du contrat de travail de M. Xavier Mathieu comme établi, son poste étant supprimé ».

## Le mal est fait...

C'est l'ensemble de ces arguments qui est mis à mal par la décision du tribunal de prud'hommes d'Amiens de vendredi 30 août. Comme l'avait conclu le tribunal



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

administratif d'Amiens en février 2013, les juges prud'hommes ont estimé que le groupe Continental France appartient à un groupe mondial dont les résultats n'ont nullement été affectés par les difficultés rencontrées par le secteur en France. Et a donc refusé les 680 licenciements.

La fermeture du site, les licenciements, ont fait leur œuvre : la moitié des salariéEs n'a toujours pas retrouvé un emploi stable, suicides, maladies liées à la détresse sociale et

financière, vies familiales détruites.

Cette victoire devant les tribunaux ne réparera pas tout. Mais elle met davantage en évidence les méfaits potentiels de la loi sur la sauvegarde de la compétitivité issue de l'ANI. De tels recours seront encore plus difficiles et tout indique que les lois de limitation, même modeste, du droit de licenciement, toujours dans les placards ministériels, ce n'est pas pour maintenant...

Robert Pelletier

## VANDŒUVRE (54) Licenciements en prévention spécialisée

*Le 20 janvier 2013, 8 salariéEs de l'association de prévention spécialisée « Vivre dans la ville » ont été transférés, sur décision du conseil général de Meurthe-et-Moselle, à l'association « Jeunes et Cité ». La raison invoquée était la nécessité de faire des économies d'échelle (un poste de directeur et un poste de secrétaire ont été ainsi supprimés).*

**L'**association repreneuse ne voulait pas de cette équipe militante — 29 jours de grève début 2012 avec occupation du hall du conseil général... — et à l'éthique professionnelle forte. Depuis cette reprise, un processus de discrimination et de harcèlement s'est mis en place contre les salariéEs de Vandœuvre. Baisse des crédits, remise en cause permanente des compétences professionnelles, sanctions disciplinaires répétées, mutations. Les arrêts de travail se multiplient. Pourtant, cette équipe a le soutien des habitants de Vandœuvre et de ses partenaires associatifs.

### Logiques sécuritaires

Le 6 août 2013, une salariée, militante CGT, a été licenciée, et deux autres, militantes CGT et Sud, le seront prochainement. Les raisons invoquées sont le refus d'obéissance et l'insubordination. La réalité est toute autre. La direction de l'association tente de casser une équipe cohérente et qui réfléchit. « Jeunes et Cité » demande à chaque éducateur de fournir la liste nominative des jeunes qu'il suivait en 2012, période pendant laquelle ils étaient salariéEs de « Vivre dans la ville ». Ces injonctions sont contraires à tous les principes de la prévention, mais l'association et le conseil général n'en ont cure, préférant répondre aux sirènes du tout sécuritaire.

Une requête a été déposée aux prud'hommes et les salariéEs espèrent que la décision sera la même que pour les Conti et démontrera que les licenciements étaient infondés. Un comité de soutien s'est mis en place, et l'association a déjà reçu plus d'une centaine de mails de protestation de tout le territoire, dont un courrier de la secrétaire nationale de Sud santé sociaux. La résistance continue.

Correspondant



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

## ROMS ET MIGRANTS

# Violences d'État et harcèlement

*En août 2013, une circulaire interministérielle avait pu faire croire que les Roms et autres migrants allaient être traités avec un peu plus d'humanité.*

**C**ertes, il était toujours question de « démanteler » — terme habituellement réservé aux réseaux criminels ou mafieux — les campements et les bidonvilles, mais il était aussi question de veiller à l'accompagnement social et à l'hébergement. Et effectivement, les « démantèlements » de camps ont connu une accélération. Concrètement, cela signifie encerclement par la police à l'aurore, réveil brutal des familles obligées de préparer à la hâte un petit paquetage, puis destruction immédiate des tentes, cabanes ou caravanes, ainsi que tout ce que leurs habitants n'ont pu emporter. D'accompagnement social et d'hébergement, il n'a été question que dans de rares cas où

la mobilisation a été forte. Par contre, la maltraitance, l'intimidation et le harcèlement sont omniprésents, et la distribution d'OQTF (obligations de quitter le territoire français) quasi systématique. Le tout accompagné des déclarations martiales de Manuel Valls qui entraîne le parti socialiste dans le cloaque idéologique de Sarkozy.

### Contre les plus fragiles

À Grenoble par exemple, la quasi totalité des familles hébergées cet hiver par les services préfectoraux ont été délogées pendant tout le mois d'août par les mêmes, malgré les engagements, malgré les contrats d'hébergement, malgré la loi... À Saint-Fons (69) en décembre dernier, la police s'était déjà

défoulée à coup de gaz lacrymogènes sur les habitants d'un camp qui pour la plupart dormaient. Nous n'avons depuis entendu parler ni d'enquête administrative, ni d'enquête judiciaire, ni même d'un désaveu ou de sanctions du ministre. Et quand, plus récemment à Trappes, une femme voilée déclarait, témoins à l'appui, avoir été agressée par la police, c'est encore cette dernière que Valls soutenait inconditionnellement. Plus que jamais, dans nos villes et à travers nos collectifs, il est important de se mobiliser contre ces violences d'État dont sont victimes celles et ceux qui déjà manquent de tout, et contre ces pratiques xénophobes que ce même État continue de légitimer.

Correspondant

## HÔPITAL

# L'Hôtel-Dieu occupé !

**L**e dimanche 1<sup>er</sup> septembre, le comité de défense de l'Hôtel-Dieu (Paris) réunissant associations, syndicats (CGT et SUD) et partis politiques apprenait que les pompiers et le SAMU de Paris avaient ordre de ne plus amener de patients à l'Hôtel-Dieu. Décision a donc été prise d'occuper une aile de l'hôpital entièrement rénovée... puis fermée par la suite ! À la suite de semaines de mobilisation, la ministre de Santé Marisol Touraine avait annoncé le 10 juillet qu'il n'y aurait « pas de fermeture... ne voulant prendre aucun risque sur la prise en charge des urgences ». Une totale hypocrisie alors que tout est fait pour assécher l'établissement. Des

services, comme le laboratoire d'analyses médicales, sont fermés. Le 2 août, la mobilisation avait même empêché le déménagement discret au petit matin de lits d'hospitalisation de médecine interne... Des pressions sont exercées sur le personnel. Ainsi, le docteur Kierzek, responsable du Smur, a été suspendu de ses responsabilités pour « prise de parole »...

### Une mobilisation emblématique

Tous ces faits ont été dénoncés au cours d'une conférence de presse en présence du personnel le lundi 2 septembre. Christine Poupin y représentait le NPA.

Le projet de fermer l'Hôtel-Dieu et de créer « un hôpital-debout » sera véritablement dramatique pour les personnels et pour les patients. Les urgences des autres hôpitaux de Paris sont saturées, l'attente pouvant ainsi durer jusqu'à 14 heures ! L'enjeu de cette mobilisation va au-delà de l'Hôtel-Dieu. On peut s'attendre dans les années qui viennent à une catastrophe sanitaire. La lutte emblématique de l'Hôtel-Dieu pourrait aider à fédérer nationalement les mobilisations en défense de l'hôpital public. C'est ce que plusieurs organisations du collectif « Notre santé en danger », réuni dès ce lundi soir, souhaitent.

S. Bernard



## Les comités en action!

**La Rochelle (16) : les sans-papiers manifestent à l'université d'été du PS**  
 À l'appel de la coordination régionale Poitou-Charentes Solidarité Migrants (regroupant les sections de la Ligue des droits de l'homme, les sections de la Cimade, de RESF, ainsi que des militantEs du NPA des deux Charentes), 80 manifestantEs se sont rassemblés le samedi 24 août devant l'université d'été du PS pour rappeler que « nous ne pouvons accepter sous Hollande ce que nous n'acceptons pas sous Sarkozy ». Il y avait également une bonne douzaine de policiers en civil qui ont attendu au soleil au plus près des manifestantEs, se démasquant subitement pour former une haie protégeant une huile, probablement un ministre... La secrétaire d'État chargée des Français de l'étranger est venue dire quelques banalités aux manifestants. Personne ne connaissait son nom ou sa tête!  
 Un tract a été distribué aux passantEs, rappelant notamment les exigences de régularisation et de fermeture des centres de rétention. Pendant les presque trois heures qu'aura duré ce rassemblement, les musiciens africains du collectif de défense des sans-papiers d'Angoulême, infatigables, ont animé la manifestation et le rythme lancinant de leur musique a peut-être donné mauvaise conscience aux participantEs de cette université d'été. En tout cas, elle a renforcé les manifestantEs dans leur conviction de ne rien lâcher!



### Gard : pas touche à « la mine » !

Depuis 1999, l'espace temporaire d'accueil de la mine accueille en toute liberté des familles qui ont choisi de vivre en habitat mobile et léger. Le terrain est posé sur le carreau de l'ancienne mine de plomb de Saint-Félix-de-Pallières, une friche industrielle nichée dans le contrefort des Cévennes. Il appartient aujourd'hui à un Groupe foncier agricole qui met à disposition des voyageurs un lieu de passage ouvert et autonome, entretenu par l'association de la mine, et qui développe sur place, entre autres choses, petites activités agricoles (fabrication de jus de pomme et de bière) et aide sociale.

Une sorte de port d'attache où le voyageur qui passe à proximité peut jeter l'ancre, le temps d'une escale. Mais, depuis plusieurs années, les usagers et les membres de l'association de la mine se battent contre vents et mairies (sic), pour maintenir cet espace de vie qui dérange les autorités locales. En effet, le projet subit l'acharnement administratif de la préfecture et des collectivités qui ont engagé de multiples actions en justice, visant à ordonner la fermeture du site. Jusqu'à présent, l'association a gagné tous ses procès. Ce qui est choquant dans la stratégie mise en place par l'État, c'est l'absence totale de concertation avec l'association qui, elle, ne refuse pas le dialogue avec la préfecture. Bien entendu, les militants du NPA 30 soutiennent l'association « la mine » dans son combat pour le droit de vivre différemment dans un modèle décroissant.



## Le parti en campagne

CAMPAGNE FINANCIÈRE

# Faites vivre l'anticapitalisme! Contre l'austérité, 1 million d'euros pour le NPA!

À travers le monde, la logique destructrice de la politique des classes capitalistes est à l'œuvre. Leur Europe est aujourd'hui l'épicentre de la crise mondialisée. Le chômage, les politiques d'austérité y font des ravages, les conditions de vie et de travail se dégradent constamment. Même les puissances dominantes que sont l'Allemagne et la France n'échappent pas à la régression sociale. Et la politique de Hollande, entièrement soumise aux intérêts du patronat, ne fait qu'accentuer la détérioration de la situation. Car c'est cette politique qui nourrit la démolition du monde du travail, confronté à l'absence de perspectives crédibles de la gauche politique et syndicale. C'est elle qui fait le lit du FN et des idées réactionnaires, nationalistes, racistes, homophobes et islamophobes, qui ont pour fonction de perpétuer les divisions au sein de la classe ouvrière et de créer de fausses communautés (de nation ou de civilisation).  
 Il nous appartient, tous ensemble, de faire des mois à venir les premiers pas de la contre-offensive à travers la bataille pour les retraites, contre le chômage et pour les salaires, contre la montée des idées réactionnaires et de l'extrême droite. Les échéances électorales de 2014, municipales et européennes, en seront un moment important auquel les anticapitalistes doivent participer.  
 Nous y dénoncerons l'austérité, y défendrons un programme d'urgence anticapitaliste, féministe, antiraciste, social et écologiste, la nécessité du contrôle des travailleurs et de la population sur l'économie et l'État,

donc posant la question du pouvoir dans la perspective d'une Europe des travailleurEs et des peuples. À l'heure des révolutions arabes, nous ferons entendre une voix internationaliste. Nous y défendrons la nécessité de construire une opposition qui préparera l'affrontement avec ce gouvernement. Contre le populisme de droite et d'extrême droite, contre toutes les formes de souverainisme, pour démasquer l'imposture du FN, combattre les idées réactionnaires, le racisme, la xénophobie, nous y porterons les idées de la solidarité au sein des classes populaires. Voter anticapitaliste sera le seul vote utile. Des élus anticapitalistes seront un appui matériel et politique dans la contre-offensive du monde du travail, pour aider à la convergence des luttes.

Pour déverser leur propagande libérale et réactionnaire, les classes dominantes ne comptent pas les millions et disposent de mille relais : l'État, des médias, des intellectuels... et des partis institutionnels. En revanche, les anticapitalistes ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité, militante et financière, de toutes celles et ceux qui refusent de subir.

Autant de raisons de décider ensemble d'engager cette bataille, de nous donner les moyens financiers d'y participer et de la mener. Pour cela le NPA a besoin de vous.

**Olivier Besancenot**

**Christine Poupin**

**Philippe Poutou**

Pour plus d'informations, pour nous aider : <http://npa2009.org/souscription>



## MARSEILLE Unité contre le Front de la haine

Réunissant quelques dizaines de personnes, l' élu municipal des 13e et 14e arrondissements (dans les quartiers Nord) ne peut se vanter d'avoir réellement réussi sa mobilisation. Toutefois, le FN s'impose une fois de plus comme un parti disposant de la légitimité d'occuper les rues. Face à lui, une soixantaine d'antifascistes de diverses organisations (AFA, NPA, PG, EELV...) étaient venus occuper le terrain avant que n'arrive l'extrême droite. Choissant son camp, la police s'est immédiatement imposée en chassant le rassemblement à coups de matraques et de gaz, quasiment sans sommation (un militant est d'ailleurs en procès). Défendus par les CRS et en pleine ascension dans les sondages (qui le donnent en seconde place sur la ville et à 40% dès le 1er tour dans le secteur de Stéphane Ravier), profitant d'un climat où affaires de clientélisme viennent se cumuler à une surexposition médiatique des crimes liés aux réseaux de drogue, le Front national a choisi Marseille pour tenir son université d'été les 14 et 15 septembre.

*De mémoire de militantEs marseillais, cela faisait bien vingt ans que l'on n'avait plus vu ça. Le 14 août, Stéphane Ravier, leader départemental du FN, appelait à un rassemblement « contre l'insécurité et la barbarie » devant la préfecture, suite au meurtre du jeune Jérémie dans le centre ville...*

### Dans la rue le 14 septembre

Depuis le mois de mai, la gauche sociale et politique s'organise pour faire front. Avec 36 organisations signataires, le collectif « Marseille solidaire contre l'extrême droite » recouvre depuis une dizaine de jours la ville d'affiches « FN hors de Marseille ». Unitaire des milieux anarchistes jusqu'à EELV, le collectif n'en a pas moins connu quelques difficultés à démarrer sa campagne. L'appel « contre le fascisme, pour le progrès social et l'égalité des droits » a tout de même réussi à attirer des dizaines de villes qui prévoient des transports collectifs pour venir manifester au soleil le 14 septembre (14h, Vieux Port). Solidement convaincu de la nécessité de s'ancrer à moyen et à long terme, un premier collectif de quartier s'est désormais créé et une semaine antifasciste est organisée

dans plusieurs quartiers du centre et du nord de la ville, avec six événements publics portés bien souvent par des structures sociales et culturelles. Le collectif projettera également le dernier film de Ken Loach *Spirit of 45*. Les ingrédients devraient donc être



réunis pour opposer aux fachos un début de riposte unitaire. Les enjeux sont désormais d'ancrer la mobilisation dans les quartiers, les réseaux culturels et syndicaux. Dès le lendemain de la manifestation du 14 septembre, les tâches de tous les antifascistes de Marseille et d'ailleurs seront de ne pas s'arrêter à un événement mais de reconstruire un mouvement antifasciste unitaire et populaire. En ce sens, l'appel grec à la mobilisation européenne en janvier, la construction de cadres tels que la Conex (Coordination nationale contre l'extrême droite) ou la préparation d'une contre-campagne pendant les municipales doivent être discutés dès maintenant. La banderole du NPA affichera un objectif clair : « Dégageons les fachos ! »

**Kevin Vay**

Plus d'infos : [marseillesolidaire.over-blog.com](http://marseillesolidaire.over-blog.com)

# Le NPA, la culture, les luttes et le sel de la vie

**E**n vrac, dans l'imaginaire du NPA, la culture cela peut être : les travailleurs de la culture, leurs luttes, leurs statuts, les intermittents, les salariéEs des Archives nationales, des livres, des expos, des photos, de la musique, des films, voire la cuisine, des émissions de télé ou de radio, l'enseignement artistique et son insertion dans l'enseignement en général, les questions autour de la gratuité, de la loi Hadopi, du numérique, de l'art spéculatif et marchand, du sport, de l'accès pour touTEs à la culture, etc. Tout cela... et pourtant peu d'échos dans nos pages et nos rassemblements, une véritable difficulté à définir et à faire fonctionner une commission culture, bien que le sujet, on le voit, soit transversal. La culture nous concerne touTEs : travail et/ou passion pour les unEs, recherche, études,

loisirs, émotion, simple distraction ou érudition. Pas un jour sans que nous n'ayons un moment « culturel ». Les travailleurEs du secteur culturel fonctionnent souvent sur un mode individualiste et rechignent à se structurer et à « s'encarter », quitte à s'engager dans d'autres luttes. Les militantEs pensent souvent que la culture relève de la vie privée. Pendant ce temps, le budget de la culture recule un peu plus chaque année, est transféré aux collectivités locales qui croulent sous les charges et pas sous les recettes, les musées sont privatisés, les anciens ministres deviennent animateurs de télévision, les expositions sont sponsorisées, les écrivains développent le plagiat, le repas à la française devient patrimoine mondial et il y a 7 « restaurants » McDonald's entre Pithiviers et Paris.

Le NPA (et la LCR avant lui) ont toujours reconnu l'enjeu que représente la culture et se sont dotés d'un outil culturel mitant : une librairie ! Aujourd'hui l'outil voit sa survie menacée que membres et amiEs du ne l'utilisent pas suffisamment. Notre presse serait trop parisienne, mais que d'efforts pour obtenir un article sur les activités culturelles en France et dans le monde. La culture ne peut se résumer dans notre journal à une simple recension des livres qui paraissent... Bonne rentrée anticapitaliste et culturelle à tous !  
*Catherine Segala*



## Cinéma

### Spéciale première (« The Front Page »)

DE BILLY WILDER (1974)

Ressortie le mercredi 7 août 2013



**O**n peut voir actuellement ce film qui ressort donc restauré. Au départ, une pièce de théâtre bâtie sur l'inusable modèle de Feydeau. Le film de Wilder n'est pas sa première adaptation, et on voit bien qu'il s'agit de théâtre filmé. L'histoire ? Dans le milieu du journalisme, un fait-divers sensationnel excite le patron d'un journal, alors que son meilleur reporter veut quitter le boulot pour partir se marier. Le résultat est passionnant et Wilder en profite pour se livrer à une satire sociale qui n'a pas pris une ride : un militant gauchiste condamné à mort, un shérif corrompu, des politiciens véreux... Tout cela est mené à un train d'enfer par le cabotinage génial de Walter Matthau qui joue le patron du journal. Instructif : comment parler de choses sérieuses dans le cadre d'une entreprise éminemment commerciale et grand public !  
*Paul Louis Thirard*

## EXPOSITION

# Pissarro, les ports et « la sociale »

MUSÉE D'ART MODERNE ANDRÉ-MALRAUX - LE HAVRE, JUSQU'AU 29 SEPTEMBRE 2013

Le musée d'Art moderne du Havre présente jusqu'au 29 septembre un bel ensemble d'œuvres consacrées aux ports industriels normands par le « patriarche de l'impressionnisme », qui se définissait lui-même comme un « prolétaire » aux idées avancées.

« **B**elle affaire vraiment d'être bourgeois... sans le sou. Le bourgeois ne peut se concevoir qu'avec des rentes. Tous ceux qui travaillent de leurs mains, de leur cerveau, qui créent le travail, quand ils sont dépendants des intermédiaires, sont des prolétaires !... avec ou sans blouse. » « L'avenir sera tellement différent, avec l'anéantissement du capital et de la propriété, que l'on ne peut concevoir quel sera l'idéal, ou du moins qu'on ne peut sonder les profondeurs avec nos yeux de myopes. » Les lettres de Camille Pissarro (1830-1903) à son fils Lucien (1863-1944), devenu peintre et graveur lui aussi, ne laissent aucun doute sur les convictions révolutionnaires, et même libertaires, du plus âgé et expérimenté des impressionnistes français, que sa nationalité danoise (car né dans une des Antilles qui l'était alors) l'empêchait de trop marquer publiquement, en ces temps de chasse aux républicains, puis aux communards, puis aux anarchistes, puis aux syndicalistes...



Caen et « Éblouissants reflets. 100 chefs-d'œuvre impressionnistes » à Rouen). Il n'y est pas seulement question du peintre, que sa pauvreté contraignit jusqu'au bout à travailler sans relâche (sur de petits formats se vendant mieux) et à venir solliciter de nouveaux collectionneurs, mais des transformations et des grands travaux d'aménagement dont il fut le témoin, au Havre surtout, mais également à Dieppe et à Rouen, ville dont il avait commencé à peindre les activités portuaires dès 1883, enrichissant sa thématique jusqu'alors surtout centrée sur la vie rurale et sa célébration. À partir de cette date, cette attention neuve à la vie urbaine, à sa dureté et à ses misères se marqua plus encore dans ses gravures et ses dessins — notamment la série secrète des *Turpitudes sociales* (1889), féroce dénonciation à la Daumier du capitalisme et de la bourgeoisie composée pour ses demi-nièces et restée inédite jusqu'en 1972. Dans ses vues de ports et de quais peintes entre 1883 et 1903, on admire à la fois la maîtrise de celui qui avait inventé le « pointillisme » avant la lettre, avant de renoncer à la « touche néo-impressionniste » pour reprendre et perfectionner sa manière ancienne, et l'art du cadrage de ce grand paysagiste. L'exposition et son très utile catalogue

offrent d'intéressantes comparaisons avec d'autres peintres de ports, contemporains ou postérieurs, et même des photographes, mettant en relief l'originalité de Pissarro. Les autres impressionnistes avaient fui les villes, les bords de mer leur faisaient surtout peindre des plages à la mode, lui s'intéressait de plus en plus à « la création du monde social », comme il l'avait lu dans Proudhon dès 1865. Aucune des œuvres réunies au Havre n'a de caractère politique explicite, pour ne pas rebuter les acheteurs, toutes ont une dimension sociale manifeste, à l'instar des *Déchargeurs de bois* peints à Rouen en 1898. C'est ce qui, au-delà de leur réussite plastique souvent étourdissante, les rend aussi particulièrement attachantes.  
*Gilles Bounoure*

### « Création du monde social »

« Pissarro et les ports » est sans doute l'exposition la plus intéressante et riche du festival d'été « Normandie impressionniste » (que complètent « Un été au bord de l'eau. Loisirs et impressionnisme » à

## Jeu

# Pour éditer le jeu « Zone à défendre »



À Notre-Dame-des-Landes, le système veut imposer son projet d'aéroport aussi inutile et destructeur que coûteux. Les « ZADistes » occupent et résistent aux forces de l'ordre et aux bulldozers, avec l'aide d'habitants et de paysans. Un jeu de qualité est né de cette lutte pour la faire connaître, financer les procès et les occupations des terres menacées, et encourager au passage l'émergence de nouvelles ZAD contre d'autres projets inutiles et néfastes. « Zone à défendre » est un jeu de société coopératif et semi-coopératif qui se joue de 1 à 5 joueurs, à partir de 10 ans. Une partie dure entre 60 et 90 minutes. Incarne un ou une « ZADiste » et défendez ces terres agricoles et sauvages et, au-delà, l'idéal d'un monde de simplicité et de partage. Pour stopper les bulldozers qui saccagent le bocage, il vous faudra acquérir de nombreuses compétences. Cultivez vos légumes compte autant que l'apprentissage

des techniques du clown-activisme ou du sabotage... ou les soirées autour du feu pour soutenir le moral des militants ! Multipliez les constructions de cabanes pour ralentir la progression des engins, plantez des barricades pour vous protéger des gendarmes mobiles, mobilisez les soutiens extérieurs et n'oubliez pas de harceler les forces de l'ordre pour les démoraliser au maximum... Mais gare aux coups de matraque, la répression est sans pitié ! Le jeu est fait bénévolement et tous les bénéfices seront intégralement reversés au « comité de soutien aux inculpés anti-aéroport » et à d'autres zones à défendre moins médiatisées qui ont aussi besoin de soutien (Belo Monte et d'autres...). Participez au financement du jeu avant le 30 septembre afin de permettre la publication de ce jeu. Toute participation est donc la bienvenue :

– soit par chèque : à l'ordre de « Contrevents » et à envoyer à Contrevents, 12 allée des Éboutures, 60580 Coye-la-Forêt  
– soit par virement : C/établissement : 17515 – C/ guichet : 90000 – n°compte : 08046065225 – c/ RIB : 89 – BIC : CEPARPP751 – IBAN : FR76 17515 900 0008 0460 6522 589  
À partir de 25 euros de participation, vous recevrez le jeu dès sa sortie début décembre 2013. Plus d'infos et prototype du jeu sur [www.zadlejeu.revolublog.com](http://www.zadlejeu.revolublog.com)



**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**

librairie  
★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

